

NON DESTINÉE À ÊTRE DIFFUSÉE AUX ÉTATS-UNIS

## Offre publique d'acquisition

de

**Silvio Denz, Hergiswil, Suisse**

pour toutes les actions nominatives en mains du public d'une valeur nominale de CHF 0.20 chacune (à l'exclusion des actions des actionnaires qui se sont engagés à ne pas vendre)

de

**Lalique Group SA, Zurich, Suisse**

**Prix de l'Offre :** Silvio Denz (l'"**Offrant**" ou "**SD**") offre **CHF 40.00** en espèces pour chaque action nominative de Lalique Group SA ("**Société**", "**Société Visée**" ou "**Lalique**") détenue par le public et intégralement libérée, d'une valeur nominale de CHF 0.20 chacune (à l'exclusion des actions des actionnaires qui se sont engagés à ne pas vendre leurs actions) ("**Actions Lalique**", chacune une "**Action Lalique**"). Le Prix de l'Offre (tel que défini dans la section 2.3 ci-dessous) sera réduit du montant brut de tout effet dilutif affectant les Actions Lalique avant l'exécution de l'Offre (l'"**Exécution**"). Les effets dilutifs comprennent notamment les paiements de dividendes et autres distributions de toute nature, les scissions par division et scissions par séparation, les fusions et autres opérations similaires, la vente d'actifs à un prix inférieur à leur valeur de marché ou l'acquisition d'actifs à un prix supérieur à leur valeur de marché, les augmentations de capital et la vente d'actions propres à un prix d'émission ou de vente par Action Lalique inférieur au Prix de l'Offre (tel que défini à la Section 2.3 ci-dessous), l'achat d'Actions Lalique par la Société Visée ou l'une de ses filiales (toute filiale directe ou indirecte de Lalique ci-après une "**Filiale**"; la Société Visée et ses filiales ensemble le "**Groupe Lalique**") à un prix d'achat supérieur au Prix de l'Offre (tel que défini à la section 2.3 ci-dessous), l'émission par la Société Visée ou l'une de ses filiales d'options, de bons de souscription (*warrants*), de droits de conversion ou d'autres instruments financiers portant sur des Actions Lalique ou d'autres droits de participation de la Société Visée, ainsi que des remboursements de capital sous quelque forme que ce soit.

**Période de l'Offre :** Du 17 juin 2024 au 28 juin 2024, 16h00, heure d'été d'Europe centrale ("**HAEC**") (sous réserve d'une prolongation de la période de l'Offre).

Banque mandatée :  
Zürcher Kantonalbank, Zurich

**Actions de Lalique Group SA**

Numéro de valeur : 3381329

ISIN : CH0033813293

Symbole de valeur : LLQ

**Prospectus d'Offre du 31 mai 2024 (le "Prospectus d'Offre")**

## Restrictions à l'Offre

### En général

L'offre publique d'acquisition décrite dans le présent Prospectus d'Offre ("**Offre**") n'est et ne sera faite, directement ou indirectement, dans de tels Etats ou juridictions, et les Actions Lalique ne seront pas acceptées à l'achat par ou au nom des personnes dans des Etats ou juridictions dans lesquels la présentation ou l'acceptation d'une telle Offre serait illégale ou dans lesquels l'Offre enfreindrait de toute autre manière les lois ou réglementations applicables ou dans lesquels elle nécessiterait un enregistrement, nécessiterait une autorisation ou d'autres mesures de la part d'une autorité de contrôle non expressément prévues dans le présent Prospectus d'Offre, ou dans lesquelles l'Offrant ou l'une des Sociétés qu'il contrôle serait tenu de procéder à une quelconque modification des termes ou conditions de l'Offre, à une demande supplémentaire auprès d'autorités gouvernementales, réglementaires ou autres, ou à des actes supplémentaires en relation avec l'Offre. Il n'est pas prévu d'étendre l'Offre à un tel Etat ou à une telle juridiction. Les personnes qui reçoivent et/ou entrent en possession du présent Prospectus d'Offre sont tenues de respecter toutes les restrictions de ce type et d'obtenir les autorisations, agréments ou consentements nécessaires. Aucun document relatif à l'Offre ne peut être distribué ou envoyé dans de tels Etats ou juridictions. Ces documents ne peuvent être utilisés par quiconque dans le but de promouvoir l'achat de droits de participation de la Société Visée par des personnes ou des entités juridiques domiciliées ou incorporées dans ces Etats ou juridictions. Toute personne (y compris les banques dépositaires, les *nominees* et les *trustees*) qui a l'intention de transmettre le présent Prospectus d'Offre ou tout document y afférent dans une juridiction autre que la Suisse doit lire attentivement cette section "Restrictions de l'Offre" avant d'entreprendre toute action. La distribution du présent Prospectus d'Offre dans des juridictions autres que la Suisse peut être restreinte par la loi et, par conséquent, les personnes en possession du présent Prospectus d'Offre doivent s'informer au sujet de ces restrictions et les respecter. Une violation de ces restrictions peut constituer une violation des lois sur les valeurs mobilières d'une telle juridiction.

Toute acceptation de l'Offre fondée sur un démarchage actif en violation ou sur toute autre violation des restrictions susmentionnées ne sera pas acceptée.

Conformément au droit suisse, les Actions Lalique apportées à l'Offre ne peuvent en principe pas être retirées après une Offre, sauf dans certaines circonstances, notamment si une offre concurrente est lancée pour les Actions Lalique. Le présent Prospectus d'Offre a été établi en conformité avec le droit suisse et les informations qu'il contient peuvent ne pas correspondre à celles qui auraient été publiées si le présent Prospectus d'Offre avait été établi en conformité avec les lois des pays autres que la Suisse.

L'acceptation de l'Offre par des personnes domiciliées dans un autre pays que la Suisse peut être soumise à des obligations et restrictions spécifiques. Il est de la seule responsabilité des destinataires de l'Offre de se conformer à ces règles et de vérifier leur existence et leur applicabilité avant d'accepter l'Offre, conformément aux recommandations de leurs propres conseillers.

Sauf obligation légale, le présent Prospectus d'Offre ne sera pas complété ou mis à jour par des comptes annuels, des rapports intermédiaires, des rapports semestriels ou d'autres communications boursières publiés par la Société après la date du présent Prospectus d'Offre, et l'Offrant ne fournira pas d'autres informations séparées sur la publication de ces comptes annuels, rapports intermédiaires, rapports semestriels ou autres communications boursières de la Société.

Toutes les informations financières et autres informations relatives à la Société présentées dans le présent Prospectus d'Offre ont été tirées d'informations accessibles au public et ont été établies exclusivement sur la base d'informations accessibles au public, y compris le rapport annuel pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2023, le rapport semestriel au 30 juin 2023 ainsi que d'autres communiqués de bourse publiés par la Société et d'autres informations accessibles au public. En conséquence, l'Offrant n'assume aucune responsabilité quant à ces informations, à l'exception de la reproduction correcte de ces informations dans le présent document.

### Notice to U.S. Holders

Shareholders of Lalique ("the **Company**") in the United States (the "**U.S.**") are advised that the registered shares of the Company are not listed on a U.S. securities exchange and that the Company is not subject to the periodic

reporting requirements of the U.S. Securities Exchange Act of 1934, as amended (the "**Exchange Act**"), and is not required to, and does not, file any reports with the U.S. Securities and Exchange Commission (the "**SEC**") thereunder.

The Offer is being made for all publicly held registered shares of the Company (the "**Lalique Shares**"), a Swiss company whose shares are listed on the SIX Swiss Exchange Ltd. ("**SIX**"), and is subject to Swiss disclosure and procedural requirements, which are different from those of the United States.

The Offer is being made in the United States pursuant to Section 14(e) of, and Regulation 14E under, the Exchange Act, subject to the exemption provided under Rule 14d-1(c) under the Exchange Act for a tier I tender offer (the "**Tier I Exemption**"), and otherwise in accordance with the requirements of Swiss law. Accordingly, the Offer is subject to disclosure and other procedural requirements, including with respect to withdrawal rights, Offer timetable, settlement procedures, waiver of conditions, timing of payments and procedural requirements that are different from those applicable under U.S. tender offer procedures and laws. Holders of Lalique Shares resident in the United States (each a "**U.S. Holder**") are urged to consult with their own legal, financial and tax advisors (including with respect to Swiss law) regarding the Offer.

To the extent permissible under applicable law or regulations, the Offeror and its affiliates or its brokers and its brokers' affiliates (acting as agents for the Offeror or its affiliates, as applicable) may from time to time after the date of this Offer Prospectus and during the pendency of the Offer, and other than pursuant to the Offer, directly or indirectly purchase or arrange to purchase Lalique Shares or any securities that are convertible into, exchangeable for or exercisable for Lalique Shares. These purchases may occur either in the open market at prevailing prices or in private transactions at negotiated prices. To the extent information about such purchases or arrangements to purchase is made public in Switzerland, such information will be disclosed by means of a press release or other means reasonably calculated to inform U.S. Holders of the Company of such information. In addition, the financial advisers to the Offeror may also engage in ordinary course trading activities in securities of the Company, which may include purchases or arrangements to purchase such securities. To the extent required in Switzerland, any information about such purchases will be made public in Switzerland in the manner required by Swiss law.

In particular, the financial information, any financial statements or figures included or referenced in this Offer Prospectus have been prepared in accordance with the applicable accounting standards of, or recognized in, Switzerland, which may not be comparable to the financial statements or financial information of U.S. companies. The Offer is being made to U.S. Holders on the same terms and conditions as those made to all other shareholders of the Company to whom an offer is made. Any informational documents, including this Offer Prospectus, are being disseminated to U.S. Holders on a basis comparable to the method that such documents are provided to the Company's other shareholders.

As permitted under the Tier I Exemption, the settlement of the Offer is to be based on the applicable Swiss law provisions, which differ from the settlement procedures customary in the United States, particularly as regards to the time when payment of the consideration is rendered. The Offer, which is subject to Swiss law, is being made to U.S. Holders in accordance with the applicable U.S. securities laws, and applicable exemptions thereunder, in particular the Tier I Exemption. To the extent the Offer is subject to U.S. securities laws, those laws only apply to U.S. Holders of Lalique Shares and will not give rise to claims on the part of any other person. U.S. Holders should consider that the Offer Price for the Offer is being paid in CHF and that no adjustment will be made based on changes in the exchange rate.

It may be difficult for the Company's shareholders to enforce their rights and any claim they may have arising under the of U.S. federal securities laws, since the Offeror and the Company are located in a non-U.S. jurisdiction, and some or all of their officers and directors may be residents of a non-U.S. jurisdiction. Company shareholders may not be able to sue the Offeror or the Company or their officers or directors in a non-U.S. court for violations of the U.S. securities laws. Further, it may be difficult to compel the Offeror and the Company and their respective affiliates to subject themselves to a U.S. court's judgment.

The receipt of cash pursuant to this Offer by a U.S. Holder may be a taxable transaction for U.S. federal income tax purposes and under applicable U.S. state and local laws, as well as foreign and other tax laws. Each holder of

Lalique Shares is urged to consult his or her independent professional advisor immediately regarding the tax consequences of an acceptance of the Offer.

Neither the SEC nor any securities commission of any State of the U.S. has (i) approved or disapproved of the Offer; (ii) passed upon the merits or fairness of the Offer; or (iii) passed upon the adequacy, accuracy or completeness of the disclosure in relation to the Offer. Any representation to the contrary is a criminal offence in the United States.

## **United Kingdom**

The communication of this Offer Prospectus is not being made, and has not been approved, by an authorised person for the purposes of Section 21 of the Financial Services and Markets Act 2000, as amended. The offer documents in connection with the Offer are not for distribution to persons whose place of residence, seat or usual place of residence is in the United Kingdom. In the United Kingdom, this communication and any other documents relating to this Offer is/will be directed only at persons (i) who have professional experience in matters relating to investments falling within Article 19(5) of The Financial Services and Markets Act 2000 (Financial Promotion) Order 2005 in the United Kingdom (as amended, the "**Order**"), (ii) falling within article 49(2)(a) to (d) ("high net worth companies, unincorporated associations, etc.") of the Order or (iii) to whom it may otherwise lawfully be communicated (all such persons together being referred to as "**Relevant Persons**"). No communication in respect of this Offer must be acted on or relied on by persons whose place of residence, seat or usual place of residence is in the United Kingdom and who are not Relevant Persons. This Offer, any investment or investment activity to which this communication relates is/will be available only in the United Kingdom to Relevant Persons and will be engaged in only with Relevant Persons.

## **Australia, Canada, Japan and South Africa**

This Offer is not being made or addressed to shareholders of the Company whose place of residence, seat or habitual abode is in Australia, Canada, Japan or South Africa, and such shareholders may not accept this Offer. This Offer Prospectus and any and all materials related thereto should not be sent in or into Australia, Canada, Japan or South Africa, (including by use of, or by any means or instrumentality, for example, e-mail, post, facsimile transmission, telephone or internet, of interstate or foreign commerce, or any facilities of a national securities exchange), and the Offer Prospectus cannot be accepted directly or indirectly or by any such use, means, or instrumentality, in or from within Australia, Canada, Japan or South Africa. Accordingly, copies of this Offer Prospectus and any related materials are not being, and must not be, mailed, forwarded, transmitted or otherwise distributed or sent in or into or from Australia, Canada, Japan or South Africa, or, in their capacities as such, to custodians, trustees, agents or nominees holding Lalique Shares for Australian, Canadian, Japanese or South African persons, and persons receiving any such documents (including custodians, nominees and trustees) must not distribute, forward, mail, transmit or send them in, into or from Australia, Canada, Japan or South Africa. Any person accepting the Offer Prospectus shall be deemed to represent to the Offeror such person's compliance with these restrictions and any purported acceptance of the Offer that is a direct or indirect consequence of a breach or violation of these restrictions shall be null and void. Shareholders of the Company wishing to accept the Offer must not use the mailing system of Australia, Canada, Japan or South Africa for any purpose directly or indirectly related to the acceptance of the Offer. Envelopes containing acceptances must not be post marked in Australia, Canada, Japan or South Africa. When completing the acceptance, shareholders wishing to accept the Offer must provide an address that is not located in Australia, Canada, Japan or South Africa. Shareholders will be deemed to have declined the Offer if they (i) submit an envelope postmarked in Australia, Canada, Japan or South Africa or (ii) provide an address located in Australia, Canada, Japan or South Africa. Shareholders will be deemed to have declined the Offer if they do not make the representations and warranties set out in the acceptance.

## **Déclarations Prospectives**

Le présent Prospectus d'Offre contient des "déclarations prospectives", y compris des déclarations relatives au calendrier prévu et la réalisation de l'Offre, ainsi que des déclarations indiquant ou suggérant des développements. De manière générale, des mots tels que "pouvoir", "devoir", "viser", "devenir", "s'attendre", "avoir l'intention", "estimer", "prévoir", "croire", "planifier", "envisager", "continuer" ou des expressions similaires signalent des déclarations prospectives. Ces déclarations sont soumises à des risques, des incertitudes, des hypothèses et d'autres facteurs importants, dont beaucoup échappent au contrôle de l'Offrant, qui pourraient entraîner une différence

significative entre les résultats réels et les résultats exprimés ou sous-entendus par ces déclarations prospectives. Les facteurs qui pourraient faire en sorte que les résultats réels diffèrent de ces déclarations comprennent, sans s'y limiter, la survenance d'événements, de changements ou d'autres circonstances qui pourraient entraîner la résiliation de l'Offre, l'incapacité d'obtenir en temps voulu ou autrement les autorisations nécessaires de la part des autorités gouvernementales ou réglementaires, le risque qu'une condition de réalisation de l'Offre ne soit pas remplie, la capacité de la Société à retenir et à recruter du personnel clé et à maintenir ses relations avec ses clients, fournisseurs et autres partenaires commerciaux jusqu'à la clôture de l'Offre.

Bien que l'Offrant estime que les prévisions reflétées dans ces déclarations prospectives sont basées sur des hypothèses raisonnables, aucune garantie ne peut être donnée quant à la réalisation ou à l'exactitude de ces déclarations, et aucune garantie n'est donnée quant à l'exactitude et à l'exhaustivité futures de ces déclarations. L'Offrant ne s'engage pas à mettre à jour ou à réviser publiquement les déclarations prospectives, que ce soit à la suite de nouvelles informations, d'événements futurs ou pour toute autre raison, sauf si les lois applicables ou un régulateur compétent l'exigent.

# OFFRE PUBLIQUE D'ACQUISITION DE L'OFFRANT POUR LALIQUE GROUP SA ("OFFRE" OU "OFFRE PUBLIQUE")

## 1. CONTEXTE ET OBJECTIF DE L'OFFRE

Lalique Group SA ("**Société**" "**Société Visée**" ou "**Lalique**") est une société anonyme de droit suisse ayant son siège à Zurich, Suisse. La Société Visée a un capital-actions de CHF 1'530'000.00, divisé en 7'650'000 actions nominatives d'une valeur nominale de CHF 0.20 chacune ("**Actions Lalique**"). Les Actions Lalique sont cotées depuis juin 2018 à la SIX Swiss Exchange selon le *International Reporting Standard* (numéro de valeur: 3381329 ; ISIN: CH0033813293 ; symbole de valeur: LLQ). La Société Visée, dont le siège social est en Suisse, est une entreprise mondiale active dans l'industrie des produits de luxe.

Silvio Denz ("**L'Offrant**" ou "**SD**") est le fondateur et l'actionnaire principal de la Société Visée. Actuellement [date de référence: 31 mai 2024], Silvio Denz détient 3'909'160 Actions Lalique, ce qui correspond à une participation de 51.10% du capital et des droits de vote. En conséquence, Lalique (y compris les sociétés et personnes qu'elle contrôle directement ou indirectement) agit de concert avec l'Offrant en ce qui concerne l'Offre. Lalique détient 28'549 propres actions, correspondant à 0.37% du capital-actions de Lalique. Ainsi, l'ensemble des personnes agissant de concert en relation avec l'Offre détiennent au total 51.47% des Actions Lalique.

Au cours des années de cotation des Actions Lalique, il n'a pas été possible, malgré diverses mesures, de constituer l'actionnariat de la Société de manière à ce qu'un *free float* puisse se développer, ce qui est judicieux pour une société cotée. Ainsi, la Société n'a pas pu profiter des avantages de la cotation, mais a dû en supporter seule les inconvénients. En particulier, la Société n'a pas pu envisager des étapes de développement prometteuses à long terme, mais susceptibles d'entraîner des coûts importants à court terme et d'être risquées en conséquence. L'Offrant est convaincu que le Groupe Lalique aurait de meilleures possibilités de développement après une décotation. Bien que l'Offrant puisse facilement procéder à une décotation avec les personnes qui se sont engagées à ne pas vendre leurs actions, il estime que cela ne serait pas équitable pour les actionnaires de longue date qui sont restés fidèles à la Société. Après une décotation, ils ne disposent plus d'aucun marché pour vendre leurs actions. De plus, la Société peut être gérée plus efficacement avec un actionnariat composé de très peu de personnes. Pour ces raisons, l'Offrant a décidé de faire cette Offre avant la décotation.

Le 30 mai 2024, l'Offrant et la Société Visée ont conclu un accord transactionnel ("**Accord Transactionnel**"). Conformément aux dispositions de l'Accord Transactionnel, le conseil d'administration de la Société Visée a notamment décidé à l'unanimité de recommander aux détenteurs d'Actions Lalique (les "**Actionnaires Lalique**") d'accepter l'Offre (voir section 0 pour plus de détails).

Le 30 mai 2024 également, l'Offrant a conclu avec Müller Handels AG Schweiz ("**M-AG**"), Dharampal Satyapal Limited ("**DSL**"), Hansjörg Wyss Revocable Trust ("**HJW**") et M. Claudio Denz ("**CD**") des accords de non-vente séparés, par lesquelles M-AS, DSL, HJW et CD (les "**Actionnaires Non Vendeurs**") se sont respectivement engagés à ne pas apporter à l'Offre les Actions qu'ils détiennent respectivement et, dans l'hypothèse où ils seraient considérés comme

agissant de concert avec l'Offrant, à ne pas entreprendre d'actions susceptibles de conduire à un Prix de L'Offre plus élevée (voir pour plus de détails la section 0).

Cette Offre est une offre volontaire, car l'Offrant détient, avec 3'909'160 Actions Lalique, correspondant à 51.10% des droits de vote de Lalique, déjà plus de 33 1/3% des droits de vote de la Société Visée.

## 2. L'OFFRE D'ACQUISITION

### 2.1 Absence d'Annonce Préalable

L'Offre d'acquisition a été publiée directement avec la publication de ce Prospectus d'Offre.

### 2.2 Objet de l'Offre

A l'exception de ce qui suit et sous réserve des restrictions à l'Offre mentionnées ci-dessus, l'Offre porte sur toutes les Actions Lalique émises et en mains du public à la date de la publication du Prospectus d'Offre.

L'Offre ne s'étend ni aux Actions Lalique détenues par Lalique ou l'une de ses filiales directes ou indirectes en tant qu'actions propres, ni aux Actions Lalique détenues par l'Offrant, M-AG, DSL, HJW et CD.

Ainsi, l'Offre porte sur 447'972 Actions Lalique, calculées au 30 mai 2024 comme suit:

	Actions Lalique
Nombre d'Actions Lalique cotées (selon le nombre d'actions inscrites au registre du commerce au 30 mai 2024)	7'650'000
- moins les Actions Lalique détenues par le groupe Lalique (au 30 mai 2024)	28'549
- moins les Actions Lalique détenues par l'Offrant et les Actionnaires Non Vendeurs (au 30 mai 2024)	7'173'479
<b>Nombre d'Actions Lalique visées par l'Offre</b>	<b>447'972</b>

### 2.3 Prix de l'Offre

Le prix de l'Offre pour chaque action nominative intégralement libérée de la Société Visée faisant l'objet de l'Offre est de **CHF 40.00** en espèces ("**Prix de l'Offre**").

Le Prix de l'Offre sera réduit du montant brut de tout effet dilutif concernant les Actions Lalique qui pourrait survenir avant l'exécution de l'Offre. Sont considérés comme des effets dilutifs, entre autres, les paiements de dividendes et autres distributions de toute nature, les scissions par division et scissions par séparation, les fusions et autres transactions similaires, la vente d'actifs à un prix inférieur ou l'acquisition d'actifs à un prix supérieur au prix du marché, les



augmentations de capital et la vente d'actions propres à un prix d'émission ou de vente par action Lalique inférieur au Prix de l'Offre, l'achat d'Actions Lalique par la Société Visée ou l'une de ses filiales à un prix d'achat supérieur au Prix de l'Offre, l'émission par la Société Visée ou l'une de ses filiales d'options, de bons de souscription (*warrants*), de droits de conversion ou d'autres droits permettant d'acquérir des Actions Lalique ou d'autres droits de participation de la Société Visée, ainsi que les remboursements de capital sous quelque forme que ce soit.

Le Prix de l'Offre est un montant brut. L'Offrant supporte ses propres frais et commissions, sa part du droit de timbre de négociation ainsi que le droit de timbre de négociation des actionnaires qui présentent leurs Offres. Il ne rémunère pas les actionnaires acceptants pour les frais et commissions qui leur sont facturés. L'Offrant ne verse aucune indemnité aux banques dépositaires des actionnaires acceptant.

L'évolution du cours de l'Action Lalique à la SIX depuis 2020 se présente comme suit (les indications de cours se réfèrent au cours le plus bas et le plus élevé en CHF) :

Action Lalique	2020	2021	2022	2023	2024**
Bas*	21.20	32.80	26.00	30.20	29.60
Haut*	40.00	41.00	40.00	38.00	36.40

\* Cours en CHF

\*\* Du 1er janvier 2024 au 30 mai 2024 (dernier jour de bourse avant la publication de l'Offre)

Cours de clôture le 30 mai 2024 (dernier jour de bourse avant la publication de l'Offre : CHF 30.20)

Source : SIX Swiss Exchange

Le Prix de l'Offre implique une prime de 27.96% par rapport au cours moyen pondéré par les volumes des transactions en bourse sur les Actions Lalique à la SIX des soixante (60) derniers jours de bourse SIX (chacun un "**jour de bourse**") précédant la publication du Prospectus d'Offre (qui s'élève à CHF 31.26).

L'Action Lalique est certes considérée comme un titre de participation illiquide aux fins de l'application de la règle du prix minimum. Toutefois, il s'agit en l'occurrence d'une offre volontaire, de sorte que la règle du prix minimum ne s'applique pas, conformément à l'Ordonnance de la Commission des offres publiques d'acquisition sur les offres publiques d'acquisition (Ordonnance sur les OPA, OOPA) du 21 août 2008 dans la version en vigueur ("**OOPA**").

## 2.4 Délai de Carence

Le délai de carence dure, sous réserve d'une prolongation par la Commission des offres publiques d'acquisition ("**COPA**"), dix (10) jours de bourse à compter de la publication du Prospectus d'Offre (le "**Délai de Carence**"), c'est-à-dire du 3 juin 2024 au 14 juin 2024. L'Offre ne peut être acceptée qu'après l'expiration du Délai de Carence.

## 2.5 Période d'Offre

Sous réserve d'une prolongation du Délai de Carence par la COPA, la Période d'Offre commencera vraisemblablement le 17 juin 2024 et se terminera le 28 juin 2024, à 16h00 (HAEC) ("**Période de l'Offre**"). A la demande de l'Offrant, la Période d'Offre a été réduite par la COPA à dix (10) jours de bourse sur la base de l'art. 14 al. 3 OOPA. L'Offrant se réserve le droit de prolonger la Période d'Offre, si nécessaire, avec l'accord de la COPA.

## 2.6 Délai Supplémentaire

Après l'expiration de la Période d'Offre (éventuellement prolongée), et pour autant que l'Offre ait abouti (sous réserve des conditions de l'Offre (telles que définies ci-dessous) qui restent en vigueur après l'expiration de la Période d'Offre), un délai supplémentaire de 10 jours de bourse sera accordé pour l'acceptation ultérieure de l'Offre ("**Délai Supplémentaire**"). Le Délai Supplémentaire débutera vraisemblablement le 3 juillet 2024 et se terminera vraisemblablement le 16 juillet 2024 à 16h00 (HAEC).

## 2.7 Conditions de l'Offre, renonciation aux conditions de l'Offre, durée de validité des conditions de l'Offre et report de l'exécution

### 2.7.1 Conditions de l'Offre

L'Offre est soumise aux conditions suivantes (les "**Conditions de l'Offre**" ou les "**Conditions**", chacune étant une "**Condition de l'Offre**" ou une "**Condition**") :

#### (a) Approbation de la décotation :

Une assemblée générale de la Société Visée, dûment convoquée, a approuvé la décotation des actions de la SIX, à condition que l'Offre soit exécutée, et a chargé le conseil d'administration de la Société Visée de mettre en œuvre la décision de l'assemblée générale afin d'obtenir la décotation.

#### (b) Pas d'interdiction ou de prohibition :

Jusqu'à l'exécution de l'Offre, aucun jugement, arbitrage, décision, ordonnance ou autre mesure souveraine n'a été rendu qui empêche, interdit ou déclare illicite, temporairement ou définitivement, en tout ou en partie, l'Offre, son acceptation, son exécution ou l'acquisition de la Société visée par l'Offrant.

### 2.7.2 Renonciation aux conditions de l'Offre

L'Offrant se réserve le droit de renoncer à tout ou partie d'une ou plusieurs conditions.

### 2.7.3 Report de l'Exécution

Si les conditions (a) et (b) ne sont pas remplies et qu'il n'y a pas été renoncé à la date prévue pour l'exécution, l'Offrant est tenu de reporter l'exécution jusqu'à quatre (4) mois après l'expiration du délai supplémentaire (le "**Report**"). Pendant le Report, l'Offre reste soumise aux conditions (a) et (b) tant et aussi longtemps que ces conditions ne sont pas remplies et qu'il n'est

pas renoncé à leur exécution. A moins que l'Offrant ne demande un nouveau Report de l'Exécution de l'Offre ou que la COPA n'approuve ce nouveau Report, l'Offrant déclarera que l'Offre n'a pas abouti si les conditions ne sont pas remplies pendant la période de Report et s'il n'est pas renoncé à leur exécution.

### **3. INFORMATIONS SUR L'OFFRANT**

#### **3.1 Curriculum vitae et principales activités commerciales de Silvio Denz**

Silvio Denz est né en 1956 à Bâle. Il est citoyen de Münchwilen dans le canton d'Argovie et domicilié à Hergiswil dans le canton de Nidwald. Silvio Denz a fondé la Société Visée, anciennement Art & Fragrance SA, en 2000 et occupe actuellement le poste de président du conseil d'administration de la Société Visée. En outre, Silvio Denz est président du conseil d'administration et CEO de Lalique SA en France. Silvio Denz est l'actionnaire principal de la Société Visée. Avant la création de la Société Visée, Silvio Denz était propriétaire et CEO d'Alrodo AG, une entreprise familiale de distribution de parfums, qui a été vendue à Marionnaud en 2000. Silvio Denz est diplômé en commerce. Outre son engagement au sein du groupe, il est propriétaire de plusieurs domaines viticoles à Bordeaux et en Toscane et est engagé dans le commerce international de l'art. Il est également membre du conseil d'administration de Glenturret Holding SA, de CIRON SA, d'Art & Terroir SA, de Madura (Schweiz) AG et des chocolateries Lindt & Sprüngli AG en Suisse.

#### **3.2 Les personnes agissant de concert avec l'Offrant**

Aux fins de la présente Offre, en raison de la participation majoritaire de l'Offrant, Lalique et toutes les sociétés et personnes contrôlées (directement ou indirectement) par Lalique ainsi que toutes les sociétés et personnes contrôlées (directement ou indirectement) par l'Offrant sont réputées agir de concert avec l'Offrant au sens de l'article 11 al. 1 OOPA.

En ce qui concerne les sociétés contrôlées directement ou indirectement par Lalique, il convient de se référer au graphique figurant aux pages 90 et 91 du rapport de gestion de la Société Visée pour l'exercice clos le 31 décembre 2023, qui peut être consulté à l'adresse suivante: <https://lalique-group.com/en/publications>.

Silvio Denz est détenteur de 100% des actions d'Alrodo SA ainsi que de 100% des actions de Madura (Suisse) SA. Madura (Suisse) SA détient directement 99.99% des parts sociales de la société SARL Château Faugères, qui détient elle-même 99.99% des parts de la SARL Château Cap de Faugères, 99.99% des parts sociales de la SARL Château Péby-Faugères, ainsi qu'une participation de 99.97% dans Château Lafon La Tuilerie. En outre, l'Offrant détient 100% des actions de Art & Terroir SA. L'Offrant contrôle donc directement Alrodo SA et Madura SA, tout en exerçant un contrôle indirect sur cette dernière par l'intermédiaire de la SARL Château Faugères ainsi que par l'intermédiaire de ses filiales directes SARL Château Cap de Faugères, SARL Château Péby-Faugères et Château Lafon La Tuilerie. Par ailleurs, l'Offrant contrôle aucune autre société ou personne.

### **3.3 Participations dans la Société Visée**

Au 30 mai 2024, le capital-actions de Lalique (tel qu'inscrit au registre du commerce du Canton de Zurich au 30 mai 2024) s'élève à CHF 1'530'000.00, divisé en 7'650'000 actions nominatives d'une valeur nominale de CHF 0.20 chacune.

Au 30 mai 2024, l'Offrant détenait 3'909'160 Actions Lalique, correspondant à 51.10% du capital-actions et des droits de vote de la Société Visée.

A la même date, la Société Visée et ses filiales directes et indirectes détenaient, selon les indications de la Société Visée, 28'549 Actions Lalique comme propres actions (correspondant à 0.37% du capital-actions et des droits de vote de la Société Visée inscrits au registre du commerce à cette date).

En conséquence, l'Offrant et la Société Visée (et ses filiales) agissant de concert détenaient 51.47% du capital-actions et des droits de vote de la Société Visée au 30 mai 2024. l'Offrant et la Société Visée (et ses filiales) agissant de concert ne détiennent pas d'autres Actions Lalique ni de dérivés de participation relatifs aux Actions Lalique.

### **3.4 Achats et ventes d'actions et de produits dérivés de participation**

Au cours des douze (12) derniers mois précédant la date de publication du présent Prospectus d'Offre, l'Offrant a acquis 558'752 Actions Lalique et a vendu 852'292 Actions Lalique. Le prix d'achat le plus élevé payé pour une Action Lalique a été de CHF 40.00.

Au cours des douze (12) derniers mois précédant la date de publication du présent Prospectus d'Offre, Lalique et ses filiales ont acquis 81'812 Actions Lalique et ont vendu 53'262 Actions Lalique. Le prix d'achat le plus élevé payé par Action Lalique était de CHF 37.60. Dans la même période, ni Lalique ni ses filiales n'ont acquis ou vendu de dérivés de participation relatifs à des Actions Lalique.

## **4. FINANCEMENT DE L'OFFRE**

L'Offre sera financée par M. Silvio Denz grâce aux fonds disponibles sur un compte bancaire bloqué auprès d'une banque suisse.

## **5. INFORMATIONS SUR LALIQUE GROUP SA (SOCIÉTÉ VISÉE)**

### **5.1 Raison sociale, siège, capital, activité commerciale et rapport de gestion**

Lalique Group SA est une Société anonyme inscrite au registre du commerce du canton de Zurich sous le numéro d'entreprise CHE-101.234.110 et dont la durée est illimitée. Le siège de la Société Visée se trouve à Zurich, Grubenstrasse 18, 8045 Zurich, Suisse. Au 30 mai 2024, le capital-actions de la Société Visée s'élève à CHF 1'530'000, divisé en 7'650'000 actions nominatives intégralement libérées d'une valeur nominale de CHF 0.20 chacune. Par décision du 31 mai 2023, l'assemblée générale de la Société Visée a introduit une marge de fluctuation du capital entre CHF 1'296'000 (limite inférieure) et CHF 1'728'000 (limite supérieure). Par décision du 27 octobre 2023, le conseil d'administration de la Société Visée a décidé d'augmenter le capital-actions de 90'000 CHF dans le cadre de la marge de fluctuation du capital, le faisant

passer de 1'440'000 CHF à 1'530'000 CHF par l'émission de 450'000 actions nominatives d'une valeur nominale de 0.20 CHF chacune. Cette augmentation de capital a été réalisée le 8 novembre 2023.

La Société Visée est principalement active dans le développement, la commercialisation et la distribution de produits de luxe dans le monde entier. Son but principal est de prendre des participations dans d'autres entreprises en Suisse et à l'étranger, notamment dans des entreprises du secteur de la parfumerie, des cosmétiques et des produits de luxe, ainsi que d'effectuer des opérations de financement et de gérer des biens pour son propre compte et pour le compte de tiers. La Société peut exercer toutes les activités commerciales, financières et autres qui sont en rapport avec son objet. Dans la poursuite de son objet social, la Société vise à créer une valeur durable à long terme.

Le rapport de gestion de la Société Visée (y compris le rapport sur la gouvernance d'entreprise, le rapport sur les rémunérations et le rapport financier) pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2023 est disponible sur <https://lalique-group.com/en/publications>.

## **5.2 Intentions de l'Offrant concernant la Société Visée**

Par cette Offre, l'Offrant entend donner aux petits actionnaires de la Société Visée la possibilité de se défaire de leur investissement avant la décotation prévue des Actions Lalique de la SIX.

### ***Généralités***

L'Offrant a l'intention de maintenir et de continuer à promouvoir les activités commerciales actuelles de la Société et de ses filiales, y compris le siège social de la Société à Zurich, Suisse. L'intention de l'Offrant est que les activités mondiales du groupe Lalique continuent d'être gérées depuis le siège social de la Société à Zurich, Suisse.

L'intention actuelle n'est pas de modifier de manière significative la nature des activités de Lalique après la décotation, mais de saisir davantage d'opportunités nécessitant une plus grande tolérance au risque. L'Offrant a notamment l'intention de poursuivre et de développer les activités du groupe Lalique, de conserver les collaborateurs importants et les clients, de maintenir et de développer le portefeuille de produits et de marques du groupe Lalique. Aussi des possibilités seront toutefois explorées sur le marché afin de développer les activités du groupe Lalique. Les éventuelles décisions ne seront prises qu'après la réalisation de l'acquisition prévue et en tenant compte des circonstances qui prévaudront alors.

### ***Autres intentions***

L'Offrant a ensuite l'intention, nonobstant le taux d'acceptation, que la Société demande à la SIX la décotation des Actions Lalique conformément aux règles de cotation de la SIX et la dispense de certaines obligations de publicité en vertu des règles de cotation de la SIX jusqu'à la date de décotation des Actions Lalique. L'approbation des actionnaires est nécessaire pour la décotation des Actions Lalique. Un environnement non coté peut ne pas correspondre aux objectifs ou aux exigences d'investissement de certains actionnaires.

## **5.3 Accords entre l'Offrant et la Société visée, ses organes et ses actionnaires**

### **5.3.1 Accords relatifs à l'Offre entre l'Offrant et Lalique**

#### ***Accord de confidentialité***

Le 24 avril 2024, l'Offrant et la Société Visée ont conclu un accord de confidentialité habituel pour ce type de transaction, dans lequel les parties s'engagent en substance à traiter de manière confidentielle les informations non publiques qu'elles se communiquent.

#### ***Accord Transactionnel***

Le 30 mai 2024, l'Offrant et Lalique ont conclu un Accord Transactionnel qui a été approuvée à l'unanimité par le conseil d'administration de la Société Visée et dans lequel les parties sont convenues, entre autres, de ce qui suit :

- L'Offrant s'est engagé à publier conformément aux dispositions de l'Accord Transactionnel le Prospectus d'Offre conformément aux articles 17 et suivants OOPA, et le conseil d'administration de Lalique a notamment décidé à l'unanimité de recommander aux actionnaires de la Société d'accepter l'Offre et de publier le rapport du conseil d'administration dans le Prospectus d'Offre (voir section 8).
- La Société s'est engagée à soutenir l'Offre et à s'abstenir de tout acte, de toute saisie et de toute déclaration susceptibles d'avoir un effet négatif sur l'Offre ou sur son succès, et à veiller à ce que ses filiales et leurs représentants s'abstiennent également de tels actes, saisies et déclarations.
- La Société s'est engagée, à compter de la date de signature de l'Accord Transactionnel et jusqu'à six (6) mois après la fin du délai supplémentaire d'acceptation de l'Offre ou, si elle est antérieure, la fin de l'Accord Transactionnel, à s'abstenir de toute action qui pourrait entraîner une violation de la *Best Price Rule* conformément à l'art. 12 al. 1 let. b et à l'art. 10 OOPA, en particulier (i) à ne pas acquérir d'actions ou d'autres titres de participation de la Société ou d'instruments financiers (au sens de l'art. 2 let. b OOPA) ou de droits se rapportant d'une manière ou d'une autre à des actions ou autres titres de participation de la Société, ou de s'engager à les acquérir, et (ii) de conclure des transactions sur ou en relation avec des actions ou de disposer d'actions d'une autre manière, et de veiller à ce que leurs filiales s'abstiennent de tout ce qui pourrait entraîner une violation de la *Best Price Rule* selon l'art. 12 al. 1 let. b et l'art. 10 OOPA.
- La Société s'est engagée à coopérer avec l'Offrant et ses conseillers, à leur donner l'accès nécessaire, aux conseillers juridiques, financiers et autres de la Société, et à leur fournir tous les documents et informations nécessaires pour (i) présenter des requêtes à la COPA, aux tribunaux ou à d'autres autorités (y compris aux autorités de contrôle des concentrations et à d'autres autorités dans toutes les juridictions concernées, y compris des requêtes déposées après l'Offre, telles que des requêtes d'Offre.) et (ii) pour promouvoir, exécuter et mener à bien l'Offre.
- En outre, la Société s'est engagée à ne pas vendre ses propres actions dans le cadre de l'Offre et à inscrire immédiatement l'Offrant dans le registre des actions de la Société, sous réserve de la réalisation des conditions de l'Offre (ou de la renonciation à celles-

- ci), en tant qu'actionnaire disposant de tous les droits de vote pour toutes les actions qu'il détient et acquiert, avec effet à compter de l'exécution ou avant celle-ci.
- Les parties ont pris des engagements habituels en ce qui concerne le respect des Conditions de l'Offre.

### **5.3.2 Accords relatifs à l'Offre entre l'Offrant et les Actionnaires Laliq Non Vendeurs**

Le 30 mai 2024, l'Offrant a conclu des accords de non-vente séparés avec chacun des Actionnaires Non Vendeurs, dans lesquelles ces se sont engagés à ne pas vendre leurs propres actions dans le cadre de l'Offre. Dans l'hypothèse où ils seraient considérés comme agissant de concert avec l'Offrant, les Actionnaires Non Vendeurs se sont en outre engagés à respecter les obligations des personnes agissant de concert avec l'Offrant.

### **5.3.3 Absence d'autres accords**

A l'exception des accords résumés ci-dessus (accord de confidentialité, Accord Transactionnel et accord de non-vente), il n'existe aucun accord en rapport avec l'Offre ou relatif à celle-ci entre l'Offrant, d'une part, et la Société Visée, ses filiales et les membres de leur conseil d'administration et de leur direction, ainsi que leurs actionnaires, d'autre part.

## **5.4 Informations confidentielles**

L'Offrant confirme, au sens de l'art. 23 al. 2 OOPA, que, à l'exception des informations contenues dans le présent Prospectus d'Offre ou dans le rapport du conseil d'administration de la Société (voir section 8) ou rendues publiques d'une autre manière, l'Offrant n'a pas reçu, directement ou indirectement, de Laliq des informations confidentielles sur la marche des affaires de la Société Visée qui pourraient influencer de manière déterminante la décision des destinataires de l'Offre.

## **6. PUBLICATIONS**

Le présent Prospectus d'Offre ainsi que toutes les autres publications légales de l'Offrant en relation avec l'Offre seront publiés sur [www.silviodenz-offer.com](http://www.silviodenz-offer.com) et remis sous forme électronique aux principaux médias suisses, aux principales agences de presse actives en Suisse, aux principaux médias électroniques diffusant des informations boursières ainsi qu'à la COPA. Le présent Prospectus d'Offre sera publié le 31 mai 2024 avant l'ouverture du négoce à la SIX.

Le présent Prospectus d'Offre peut être obtenu gratuitement en allemand et en français auprès de la Zürcher Kantonalbank, Bahnhofstrasse 9, CH-8001 Zurich (par e-mail à [prospectus@zkb.ch](mailto:prospectus@zkb.ch), par téléphone au + 41 44 292 20 11 ou par courrier à Zürcher Kantonalbank, IHKT, Case Postale, CH-8010 Zürich et peut être consulté par voie électronique à l'adresse [www.silviodenz-offer.com](http://www.silviodenz-offer.com).

## **7. RAPPORT DE L'ORGANE DE CONTRÔLE CONFORMÉMENT À L'ARTICLE 128 DE LA LOI FÉDÉRALE SUR LES INFRASTRUCTURES DES MARCHÉS FINANCIERS ET LE COMPORTEMENT SUR LE MARCHÉ EN MATIÈRE DE NÉGOCIATION DE VALEURS MOBILIÈRES ET DE DÉRIVÉS ("LIMF")**

En notre qualité d'organe de contrôle reconnu pour la vérification d'offres publiques d'acquisition au sens de la LIMF, nous avons vérifié le prospectus d'offre de Silvio Denz ("l'Offrant"). Le rapport du conseil d'administration de la société cible et la fairness opinion d'Ernst & Young AG n'ont pas fait l'objet de notre vérification.

L'Offrant est responsable de l'établissement du prospectus d'offre. Notre mission consiste à vérifier et à apprécier le prospectus d'offre. Nous attestons que nous remplissons les exigences d'indépendance conformément au droit des offres publiques d'acquisition et qu'il n'existe aucun fait incompatible avec notre indépendance.

Notre vérification a été effectuée conformément à la Norme d'audit suisse 880 selon laquelle un contrôle en accord avec l'art. 128 LIMF doit être planifié et réalisé de telle manière que l'exhaustivité formelle du prospectus d'offre selon la LIMF et ses ordonnances soit établie et que les anomalies significatives soient constatées avec une assurance raisonnable, qu'elles résultent de fraudes ou d'erreurs, même si les chiffres 2 à 4 suivants ne sont pas établis avec la même assurance que le chiffre 1. Nous avons vérifié les indications figurant dans le prospectus en procédant à des analyses et à des examens par sondages. Notre travail a par ailleurs consisté à évaluer dans quelle mesure la LIMF et ses ordonnances ont été respectées. Nous estimons que notre contrôle constitue une base suffisante pour former notre opinion.

Selon notre appréciation

1. l'Offrant a pris les mesures nécessaires pour que les fonds requis soient disponibles à la date de l'exécution de l'offre.

De plus, nous n'avons pas rencontré d'élément nous permettant de conclure que:

2. l'égalité de traitement des destinataires de l'offre n'a pas été respectée;
3. le prospectus d'offre n'est pas exhaustif et exact; et
4. le prospectus d'offre n'est pas conforme à la LIMF et ses ordonnances.

Le présent rapport ne saurait constituer une recommandation d'acceptation ou de refus de l'offre ni une attestation (fairness opinion) portant sur l'adéquation financière du prix de l'offre.

Zurich, 29 mai 2024

Grant Thornton AG

Thomas Wirth  
Partner

Thomas Hulmann  
Partner



## 8. RAPPORT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE LALIQUE CONFORMÉMENT À L'ART. 132 FINFRAG

Le conseil d'administration de Lalique SA (le **Conseil d'Administration**), dont le siège est à Zurich, Suisse (**Lalique**), prend position par la présente, conformément à l'art. 132, al. 1 de la loi fédérale suisse sur l'infrastructure des marchés financiers (**LIMF**) et aux art. 30 à 32 de l'ordonnance suisse sur les OPA (**OOPA**), sur l'offre publique d'achat (l'**Offre**) de M. Silvio Denz (l'**Offrant**) portant sur toutes les actions nominatives de Lalique en mains du public (à l'exclusion des actions des actionnaires qui se sont engagés à ne pas apporter leurs actions, voir section 3.2 ci-dessous) d'une valeur nominale de CHF 0.20 chacune (chaque action étant une **Action Lalique**).

---

### 1. Recommandation

Sur la base d'un examen approfondi de l'Offre et en tenant compte de la *fairness opinion* d'Ernst & Young SA (voir section 2.1 ci-dessous), qui fait partie intégrante du présent rapport, le Conseil d'Administration a décidé à l'unanimité, lors de deux votes distincts (voir section 4.1 ci-dessous), de recommander aux actionnaires publics de Lalique d'accepter l'Offre.

---

### 2. Justification

La recommandation du Conseil d'Administration se base sur les considérations suivantes :

#### 2.1 Prix de l'offre et *Fairness Opinion*

Le prix proposé par l'Offrant dans le cadre de l'Offre est de 40.00 CHF net pour chaque Action Lalique (le **Prix de l'Offre**).

Le Prix de l'Offre correspond à une prime de 32.45% par rapport au cours de clôture de l'Action Lalique le 30 mai 2024, dernier jour de négoce avant la date du Prospectus de l'Offre (correspondant à CHF 30.20 par Action Lalique), et à une prime de 27.96% par rapport au cours moyen pondéré en fonction du volume de toutes les transactions en bourse sur les Actions Lalique pendant les 60 jours de négoce précédant la publication du Prospectus de l'Offre (correspondant à 31.26 CHF par Action Lalique; le **VWAP à 60 jours**).

Le Conseil d'Administration a mandaté Ernst & Young SA de rédiger une *fairness opinion* afin d'évaluer l'adéquation du Prix de l'Offre d'un point de vue financier. Dans sa *fairness opinion* du 30 mai 2024 (la **Fairness Opinion**), Ernst & Young SA a déterminé, sur la base de différentes méthodes d'évaluation conformes au marché, une fourchette d'évaluation comprise entre CHF 31.00 et CHF 35.00, et a conclu que le Prix de l'Offre de CHF 40.00 par Action Lalique était adéquat et approprié d'un point de vue financier, sous réserve des hypothèses formulées dans la *Fairness Opinion*. La *Fairness Opinion* peut être commandée gratuitement en allemand et français auprès du département

Investor Relations de Lalique (e-mail: [investor.relations@lalique-group.com](mailto:investor.relations@lalique-group.com)) ou téléchargée sous <https://lalique-group.com/en/publications>.

Sur la base des considérations ci-dessus et du résultat de la Fairness Opinion, le Conseil d'Administration estime que le Prix de l'Offre est adéquat et approprié d'un point de vue financier.

## 2.2 Justification Commerciale

L'Offrant détient 51.1% des Actions Lalique. Müller Handels SA Schweiz (**Müller**) détient 25%, Dharampal Satyapal Limited (**DS**) détient 11.56% et le Hansjörg Wyss Revocable Trust (**HW**) détient 5.93% des Actions Lalique. Le flottant (*free float*) de Lalique s'élève à 6.41%.

Le Conseil d'Administration est d'avis que le flottant de Lalique est trop faible pour une société cotée. Lalique n'est pas en mesure d'utiliser suffisamment les avantages de la cotation, alors que les inconvénients de celle-ci (en particulier, les frais y relatifs) sont importants. Une décotation est bénéfique pour le développement à long terme de Lalique et de ses filiales.

Sur la base des considérations ci-dessus, le Conseil d'Administration estime que l'Offre est dans le meilleur intérêt de Lalique et de ses actionnaires ainsi que toutes ses autres parties prenantes.

## 2.3 Décotation

Après l'exécution de l'Offre, quel que soit le taux d'acceptation et sous réserve de l'approbation par l'assemblée générale de Lalique, l'Offrant fera probablement en sorte que Lalique demande la décotation des Actions Lalique de la SIX Swiss Exchange et une exemption de certaines obligations de publicité conformément au règlement de cotation de la SIX jusqu'à la date de décotation des Actions Lalique.

## 2.4 Conclusion

Sur la base des considérations résumées ci-dessus, le Conseil d'Administration recommande à l'unanimité aux actionnaires publics de Lalique d'apporter leurs Actions Lalique à l'Offre.

---

## 3. Accords

### 3.1 Accords entre Lalique et l'Offrant

Le 24 avril 2024, Lalique et l'Offrant ont conclu un accord de confidentialité avec des conditions habituelles pour ce type de transaction.

Le 30 mai 2024, Lalique et l'Offrant ont conclu une convention de transaction par laquelle l'Offrant s'est engagé à présenter et à exécuter l'Offre (la **Convention de Transaction**). En substance, la Convention de Transaction contient des dispositions

concernant le processus de l'OPA et les termes et conditions de l'Offre ainsi que les droits et obligations respectifs de Lalique et de l'Offrant en relation avec l'Offre. En particulier, la Convention de Transaction définit le Prix de l'Offre offert par l'Offrant, et prévoit que le Conseil d'Administration soutienne l'Offre et en recommande l'acceptation aux actionnaires de Lalique. Un résumé des principales conditions de la Convention de Transaction figure dans le Prospectus de l'Offre à la section 5.3.1.

### 3.2 Autres accords

Le 30 mai 2024, l'Offrant a conclu avec Müller, DS, HW et Claudio Denz respectivement des accords séparés par lesquels ces derniers se sont engagés à ne pas apporter leurs Actions Lalique à l'Offre et, dans l'hypothèse où ces derniers seraient considérés comme agissant de concert avec l'Offrant, à ne pas entreprendre d'actions susceptibles d'entraîner une augmentation du Prix de l'Offre (les **Accords de non-apport**).

---

## 4. Conflits d'intérêts potentiels des membres du Conseil d'Administration et de la direction exécutive

### 4.1 Le Conseil d'Administration

Le Conseil d'Administration est composé des membres suivants :

- Silvio Denz, président du Conseil d'Administration (l'Offrant);
- Claudio Denz;
- Roger von der Weid;
- Roland Weber;
- Yugnesh Kumar Agrawal;
- Jan Kollros; und
- Philippe Vidal.

Silvio Denz est l'Offrant et simultanément Président du Conseil d'Administration. Claudio Denz est le fils de l'Offrant et, en outre, entretient certaines relations commerciales avec Silvio Denz. Par conséquent, Silvio Denz et Claudio Denz se trouvent dans une situation de conflit d'intérêts en lien avec l'Offre.

Roger von der Weid et Roland Weber sont des partenaires commerciaux de longue date de l'Offrant, et, en outre, Roger von der Weid détient des positions exécutives au sein de sociétés contrôlées par Silvio Denz. Par conséquent, Roger von der Weid et Roland Weber se trouvent également dans une situation de conflit d'intérêts en lien avec l'Offre.

Yugnesh Kumar Agrawal, Jan Kollros et Philippe Vidal n'ont aucun lien avec l'Offrant ni avec des personnes agissant de concert avec l'Offrant (à l'exception de Lalique et de ses filiales). Bien que Yugnesh Kumar Agrawal, Jan Kollros et Philippe Vidal aient été élus au Conseil d'Administration de la Société (également) par les voix de l'Offrant en tant qu'actionnaire majoritaire de Lalique, ils ne se trouvent pas dans une situation de

conflit d'intérêts concernant l'Offre, dès lors que leur élection et leur réélection annuelle ont été proposées par l'ensemble du Conseil d'Administration (et pas seulement par l'Offrant en tant qu'actionnaire majoritaire).

Afin d'aborder les potentiels conflits d'intérêts, le Conseil d'Administration a commandé une Fairness Opinion d'Ernst & Young, comme décrit à la section 2.1 ci-dessus. De plus, le 10 mai 2024, le Conseil d'Administration a créé un Comité d'Administrateurs Indépendants (le **Comité**) composé de Jan Kollros et Philippe Vidal. Le Comité a notamment été chargé de surveiller la transaction pour le compte de la Société, d'examiner et de négocier les termes et conditions de la transaction, de faire des recommandations au Conseil d'Administration, de préparer le rapport du Conseil d'Administration ainsi que d'approuver les annonces en lien avec l'Offre. Pour toutes les questions liées à l'Offre, y compris le présent rapport du Conseil d'Administration, deux votes ont été tenus – l'un avec la participation de tous les membres du Conseil d'Administration (y compris ceux qui présentent un potentiel conflit d'intérêts) et l'autre par les membres indépendants du Conseil d'Administration uniquement.

Aucun membre du Conseil d'Administration (y compris Silvio Denz, Claudio Denz, Roger von der Weid et Roland Weber) (i) n'a conclu d'accords contractuels pertinents ou autres avec l'Offrant ou une personne agissant de concert avec l'Offrant (à l'exception de Lalique et de ses filiales), sous réserve de ce qui est mentionné ci-dessus ou ailleurs dans le présent rapport (y compris dans cette section 4.1) ou (ii) exerce son mandat au Conseil d'Administration selon les instructions de l'Offrant ou d'une personne agissant de concert avec l'Offrant. En outre, les administrateurs indépendants n'e sont ni des employés ni des organes (i) d'une entité contrôlée par l'Offrant ou par une personne agissant de concert avec l'Offrant (à l'exception de Lalique et de ses filiales) ou (ii) d'une entreprise qui entretient des relations commerciales importantes avec l'Offrant ou une personne agissant de concert avec l'Offrant (à l'exception de Lalique et de ses filiales).

Le Conseil d'Administration a pris acte du fait que l'Offrant n'a pas l'intention de remplacer les membres du Conseil d'Administration à la suite de l'Offre. Toutefois, Roger von der Weid a informé le Conseil d'Administration qu'il ne se présenterait pas à une réélection lors de l'assemblée générale ordinaire 2024.

## 4.2 La Direction Exécutive

La direction exécutive de Lalique (la **Direction Exécutive**) est actuellement composée des membres suivants :

- Silvio Denz (étant l'Offrant et le Président du Conseil d'Administration);
- Nina Müller, Group Chief Executive Officer;
- Alexis Rubinstein, Group Chief Financial Officer;

### Division Beauté:

- Marcel Härtlein;
- David Rios Lopez;
- Pascal Hegglin;

- Rosemarie Abels;
- Marie-Laure Joly;
- Thomas Leutenegger;
- Benedikt Irniger;
- Elle Steinbrecher;

Division Lalique:

- Marcel Härtlein;
- Daniel Port;
- Marc Larminaux;
- Jean Baptiste de Jaham;
- Aurélie de Castelnau; und
- Maridza Muratet.

Sous réserve de ce qui précède, aucun membre de la Direction Exécutive n'a conclu d'accord contractuel ou autre avec l'Offrant ou une personne agissant de concert avec l'Offrant (à l'exception de Lalique et de ses filiales), et il n'est actuellement pas prévu de conclure de tels accords ou autres. Les membres de la Direction Exécutive ne sont ni des organes ni des employés de l'Offrant ou d'une personne agissant de concert avec l'Offrant (à l'exception de Lalique et de ses filiales), et ils n'agissent pas non plus en tant qu'organes ou employés d'une entreprise qui entretient des relations commerciales importantes avec l'Offrant ou une personne agissant de concert avec l'Offrant (à l'exception de Lalique et de ses filiales).

Sans lien avec l'Offre, David Rios Lopes et Pascal Hegglin quitteront Lalique en 2024.

---

## **5. Conséquences financières de l'Offre pour les membres du Conseil d'Administration et de la Direction Exécutive**

### **5.1 Conseil d'Administration**

Les membres du Conseil d'Administration reçoivent une rémunération fixe pour leur activité en tant que membres du Conseil d'Administration. La rémunération fixe peut être payée partiellement en Actions Lalique. En outre, le Comité de Rémunération peut fixer une part de rémunération variable qui dépend de la réalisation d'objectifs qualitatifs et quantitatifs. La rémunération variable ne peut excéder 200% de la rémunération fixe individuelle et peut être payée partiellement ou en totalité en Actions Lalique.

Ni la rémunération fixe ni la rémunération variable du Conseil d'Administration n'ont été modifiées dans le cadre de l'Offre. En conséquence, la rémunération variable de l'exercice 2024 (année civile), le cas échéant, sera déterminée et versée en fonction de la réalisation d'objectifs qualitatifs et quantitatifs et d'une manière cohérente à la pratique antérieure.

A la date du présent rapport, les membres du Conseil d'Administration détiennent le nombre suivant d'Actions Lalique:

Silvio Denz (l'Offrant)	3'909'160
Roger von der Weid	3'600
Roland Weber	4'000
Claudio Denz	14'000
Yunesh Kumar Agrawal <sup>1</sup>	0
Jan Kollros	0
Philippe Vidal	0

Roger von der Weid et Roland Weber ont confirmé qu'ils apporteront leurs Actions Lalique (au total, 7'600 Actions Lalique) à l'Offre.

Sauf en leur qualité d'actionnaires de Lalique, l'Offre n'a aucune incidence financière pour les membres du Conseil d'Administration.

## **5.2 La Direction Exécutive**

En plus de leur rémunération fixe, les membres de la Direction Exécutive obtiennent une rémunération variable. Le montant de la rémunération variable dépend de la réalisation d'objectifs qualitatifs et quantitatifs. Il revient au Conseil d'Administration de déterminer si et dans quelle mesure ces objectifs sont atteints. La rémunération variable ne peut excéder 100% de la rémunération fixe individuelle, et peut être payée partiellement ou en totalité en Actions Lalique.

Ni la rémunération fixe ni la rémunération variable de la Direction Exécutive n'ont été modifiées dans le cadre de l'Offre. En conséquence, la rémunération variable pour l'exercice 2024 (année civile) sera déterminée et versée en fonction de la réalisation d'objectifs qualitatifs et quantitatifs et d'une manière cohérente à la pratique antérieure.

Le Conseil d'Administration ignore si les 1'670 Actions Lalique détenues par les membres de la Direction Exécutive seront apportées à l'Offre.

Sauf en leur qualité d'actionnaires Lalique, l'Offre n'a aucune incidence financière pour les membres de la Direction Exécutive.

## **5.3 Rémunération et avantages**

En dehors de la rémunération décrite ci-dessus, les membres du Conseil d'Administration et de la Direction Exécutive ne reçoivent aucune rémunération ou avantage en lien avec l'Offre.

---

<sup>1</sup> Ne détient aucune action en tant qu'individu, mais est le représentant de DS, qui détient 884'000 Actions Lalique.

---

## 6. Intentions des actionnaires qualifiés de Lalique

A la connaissance du Conseil d'Administration, les actionnaires suivants détiennent, à la date de publication du présent rapport, une participation égale ou supérieure à 3 % des droits de vote de Lalique:

Ayants droits économiques	Actionnaires directs	Actions
Silvio Denz (Offrant)	Silvio Denz (Offrant)	51.1%
Erwin Müller	Müller Handels AG Schweiz	25.0%
Dharampal Satyapal Limited	Dharampal Satyapal Limited	11.56%
Hansjörg Wyss	Hansjörg Wyss Revocable Trust	5.93%

Conformément aux Accords de non-apport, Müller, DS et HW (ainsi que Claudio Denz) n'apporteront pas leurs Actions Lalique à l'Offre.

---

## 7. Mesures de défense selon l'art. 132 al. 2 LIMF

Le Conseil d'Administration n'a pas pris de mesures de défense contre l'Offre et n'a pas l'intention de prendre des mesures de défense à l'avenir ou de proposer à une assemblée générale ordinaire ou extraordinaire de prendre de telles mesures.

---

## 8. Rapports financiers, informations sur les changements importants du patrimoine, de la situation financière, des résultats et des perspectives d'activité

Le rapport annuel de Lalique au 31 décembre 2023 a été publié le 17 avril 2024 et peut être consulté sur le site web de Lalique à l'adresse <https://lalique-group.com/en/publications>.

A l'exception de la transaction à l'origine du présent rapport, et sauf si elle a été divulguée par ailleurs avant ou à la date du présent rapport (y compris le présent rapport), le Conseil d'Administration n'a connaissance d'aucun changement significatif dans la situation financière, les résultats ou les perspectives commerciales de Lalique depuis le 31 décembre 2023 qui pourrait influencer la décision des actionnaires de Lalique concernant l'Offre.

Zurich, 30 mai 2024

Pour le Conseil d'Administration de Lalique

Jan Kollros und Philippe Vidal, membres du Conseil d'Administration

## **9. DÉCISION DE LA COMMISSION DES OFFRES PUBLIQUES D'ACQUISITION**

Le 30 mai 2024, la Commission des offres publiques d'acquisition a rendu la décision suivante (traduction non officielle de l'original allemand):

1. L'offre publique d'acquisition de Silvio Denz aux actionnaires de Lalique Group SA est conforme aux dispositions légales portant sur les offres publiques d'acquisition.
2. La durée de la Période d'offre est réduite à 10 jours de bourse.
3. La présente décision sera publiée sur le site internet de la Commission des OPA après la publication du Prospectus de l'offre par Silvio Denz.
4. L'émolument à charge de Silvio Denz est fixé à CHF 50 000.

## **10. DROITS DES ACTIONNAIRES DE LA SOCIÉTÉ VISÉE**

### **10.1 Demande d'obtention de la qualité de partie (art. 57 OOPA)**

Un actionnaire qui apporte la preuve qu'il détient au moins 3% des droits de vote, exerçables ou non, de la Société Visée au moment et depuis la publication du Prospectus d'Offre le 31 mai 2024 ("**Actionnaire qualifié**" au sens de l'art. 56 OOPA) obtient la qualité de partie s'il en fait la demande auprès de la COPA. La requête d'un Actionnaire qualifié pour obtenir la qualité de partie doit parvenir à la COPA (Commission des OPA, Stockerstrasse 54, CH-8002 Zurich, fax: +41 44 283 17 40) dans les cinq jours de bourse suivant la publication du Prospectus d'Offre. Le délai commence à courir le premier jour de bourse après la publication du Prospectus d'Offre. La preuve de la participation détenue par le requérant doit être jointe à la requête. La COPA peut en tout temps exiger la preuve que l'actionnaire détient toujours au moins 3 pour cent des droits de vote, exerçables ou non, dans la Société Visée. La qualité de partie reste également acquise pour d'éventuelles autres décisions rendues en relation avec l'Offre, pour autant que la qualité d'actionnaire qualifié subsiste.

### **10.2 Opposition (art. 58 OOPA)**

Un actionnaire qualifié (art. 56 al. 3 OOPA) qui n'a pas participé à la procédure jusqu'à cette date peut former opposition contre la décision de la COPA. L'opposition doit être déposée auprès de la COPA (Commission des OPA, Stockerstrasse 54, CH-8002 Zurich, fax: +41 44 283 17 40) dans les cinq jours de bourse suivant la publication de la décision. Le délai commence à courir le premier jour de bourse suivant la publication de la décision. L'opposition doit contenir une requête et une motivation sommaire ainsi que la preuve de la participation conformément à l'art. 56 OOPA.



## **11. MISE EN ŒUVRE DE L'OFFRE**

### **11.1 Acceptation de l'Offre**

Les actionnaires de Lalique qui détiennent leurs Actions Lalique en dépôt seront informés de l'Offre par leur banque dépositaire et sont priés de suivre les instructions de leur banque dépositaire.

### **11.2 Banque mandatée**

L'Offrant a mandaté la Banque Cantonale de Zurich, ayant son siège à Zurich, Suisse, pour l'exécution de l'Offre. La Banque Cantonale de Zurich est également l'agent d'acceptation et de paiement en ce qui concerne l'Offre.

### **11.3 Actions Lalique proposées à la vente**

Les Actions Lalique proposées à l'achat ne seront pas négociées sur une seconde ligne de négociation. Elles seront bloquées par la banque dépositaire concernée et ne peuvent être ni négociées ni transférées.

### **11.4 Paiement du Prix de l'Offre/Date d'Exécution**

Le paiement du Prix de l'Offre pour les Actions Lalique valablement présentées à l'acceptation pendant la Durée de l'Offre et le délai supplémentaire d'acceptation devrait avoir lieu à la Date d'Exécution. Selon, le calendrier indicatif figurant à la section 12, la Date d'Exécution est le 19 juillet 2024. En cas de prolongation du Délai de Carence par la COPA, de prolongation de la durée de l'Offre conformément à la section 2.5 ou d'un Report de l'Exécution selon la section 0 la date d'exécution sera reportée en conséquence.

### **11.5 Décotation**

Comme indiqué dans la section 5.2 décrit, l'Offrant a l'intention, après l'Exécution et dans la mesure où la loi le permet, de demander à la SIX la décotation des Actions Lalique conformément aux règles de cotation de la SIX et la dispense de certaines obligations de publicité en vertu des règles de cotation de la SIX jusqu'à la date de décotation des Actions Lalique. Un environnement non coté peut ne pas correspondre aux objectifs ou aux exigences d'investissement de certains actionnaires.

### **11.6 Frais et impôts**

Le droit de timbre de négociation suisse ainsi que les taxes boursières, s'il y en a, seront pris en charge par l'Offrant. L'Offrant ne rémunère pas les actionnaires acceptants pour les frais qui leur sont facturés par leurs banques et ne verse aucune indemnité aux banques dépositaires des actionnaires.

### **11.7 Conséquences fiscales possibles**

*Il est expressément recommandé à tous les Actionnaires Lalique et aux ayants droit économiques des Actions Lalique de faire évaluer par leurs propres conseillers fiscaux les*

*conséquences fiscales de l'Offre et de son acceptation ou de sa non-acceptation en Suisse et à l'étranger.*

En général, les actionnaires de Lalique qui apportent leurs actions à l'Offre sont susceptibles de subir les conséquences fiscales suivantes :

Aucun impôt anticipé suisse n'est prélevé sur la vente d'Actions Lalique dans le cadre de cette Offre.

Pour les Actionnaires Lalique qui présentent leurs titres à l'acceptation et qui ont leur domicile fiscal en Suisse, l'acceptation de l'Offre aura vraisemblablement les conséquences suivantes en matière d'impôt sur le revenu ou sur le bénéfice :

- Les Actionnaires Lalique qui détiennent leurs Actions Lalique dans leur fortune privée et qui vendent leurs Actions Lalique à l'Offre réalisent, conformément aux principes généraux du droit suisse de l'impôt sur le revenu, soit un gain en capital privé exonéré d'impôt, soit une perte en capital non déductible fiscalement, sauf si le détenteur est qualifié de commerçant professionnel de titres ou en cas de vente d'une participation d'au moins 20% du capital de la Société par un ou plusieurs détenteurs agissant conjointement (liquidation partielle indirecte). Les détenteurs d'Actions Lalique avec une participation inférieure à 20% ne sont en général pas concernés par cette règle s'ils apportent leurs Actions Lalique à l'Offre.
- Les Actionnaires Lalique qui vendent leurs Actions Lalique et qui les détiennent dans leur fortune commerciale ou qui doivent être qualifiés de négociant en valeurs mobilières professionnels, soit un gain en capital imposable, soit une perte en capital fiscalement déductible, en fonction de la valeur déterminante pour l'impôt sur le revenu de leurs Actions Lalique selon les principes généraux du droit suisse de l'impôt sur le revenu ou sur le bénéfice.

Les Actionnaires Lalique qui n'ont pas de domicile fiscal en Suisse ne sont pas soumis à l'impôt suisse sur le revenu ou à l'impôt sur le bénéfice, à moins que leurs Actions Lalique ne soient attribuables à un établissement stable ou à une exploitation commerciale en Suisse. Les actionnaires qui n'ont pas de domicile fiscal en Suisse doivent examiner les conséquences fiscales qui peuvent en découler dans leur pays de résidence ou de domicile.

### ***Remarque générale***

La description qui précède ne constitue pas un conseil fiscal et ne doit pas être considérée comme tel. Il est expressément recommandé à tous les Actionnaires Lalique et aux ayants droit économiques des Actions Lalique de faire évaluer par leur propre conseiller fiscal les conséquences fiscales de l'Offre et de son acceptation ou de sa non-acceptation en Suisse et à l'étranger. L'Offrant et les Sociétés qu'il contrôle directement ou indirectement, ainsi que les Sociétés liées à l'Offrant, déclinent toute responsabilité ou obligation pour ou en relation avec la description ci-dessus et les éventuelles conséquences fiscales de l'Offre.

## 11.8 Droit applicable et for

L'Offre et tous les droits et obligations découlant de l'Offre ou en rapport avec celle-ci sont régis par le droit matériel suisse, à l'exclusion de la Convention des Nations Unies sur les contrats de vente internationale de marchandises, et sans tenir compte d'un choix de droit ou d'une règle ou de conflit de lois qui entraînerait l'application des lois d'une juridiction autre que la Suisse. Le for judiciaire exclusif pour tous les litiges découlant de l'Offre ou en lien avec celle-ci est la ville de Zurich, Suisse.

## 12. CALENDRIER INDICATIF

Publication du Prospectus d'Offre	31 mai 2024
Début du Délai de Carence	3 juin 2024
Fin du Délai de Carence*	14 juin 2024
Début de la période d'Offre*	17 juin 2024
Assemblée générale ordinaire	28 juin 2024
Fin de la période d'Offre (16h00 HAEC)	28 juin 2024
Publication de la communication provisoire du résultat intermédiaire**	1er juillet 2024
Publication du résultat intermédiaire définitif**	2 juillet 2024
Début du Délai Supplémentaire**	3 juillet 2024
Fin du Délai Supplémentaire (16h00 HAEC)**	16 juillet 2024
Publication du résultat final provisoire dans les médias électroniques**	17 juillet 2024
Publication du résultat final définitif **	18 juillet 2024
Exécution de l'Offre**	19 juillet 2024

\* Sous réserve d'une prolongation du délai de carence par la COPA.

\*\* L'Offrant se réserve le droit de prolonger la période d'Offre conformément à la section 2.5 de prolonger une ou plusieurs fois l'Offre, ce qui entraînerait un report des dates susmentionnées. En outre, L'Offrant se réserve le droit de suspendre l'exécution de l'Offre conformément à la section 0 de différer l'Offre.

## 13. PUBLICATIONS

Ce Prospectus d'Offre peut être obtenu gratuitement en allemand et en français auprès de la Zürcher Kantonalbank, Bahnhofstrasse 9, 8001 Zurich, Suisse (par e-mail à [prospectus@zkb.ch](mailto:prospectus@zkb.ch), par téléphone au +41 44 292 20 11 ou par courrier à Zürcher Kantonalbank, IHKT, Case Postale, CH-8010 Zürich).

Le présent Prospectus d'Offre et d'autres informations en rapport avec l'Offre peuvent en outre être consultés par voie électronique à l'adresse [www.silviodenz-offer.com](http://www.silviodenz-offer.com).